

**Rapport en faveur d'un nouvel indice de durabilité pour le secteur agroalimentaire canadien,
un outil clé contribuant à la compétitivité, à la valeur ajoutée et
à l'amélioration des résultats sociétaux**

Ottawa : 28 janvier 2021.¹ Un indice de durabilité national pour le secteur agroalimentaire permettrait au Canada de prendre la place qui lui revient en tant que chef de file dans le domaine des aliments durables, salubres et produits de façon responsable sur un marché national et mondial plus exigeant, et pourrait servir de catalyseur pour ajouter de la valeur dans l'ensemble du secteur, comme l'indique un rapport publié aujourd'hui par un groupe diversifié composé de 22 partenaires des secteurs privé et public.

À l'échelle mondiale, il devient essentiel de comparer les pratiques agricoles et alimentaires avec une foule de priorités environnementales, sociales et relatives à la santé pour être fonctionnel et concurrentiel ainsi que pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de développement durable et la cible de zéro émission nette. Le Canada a l'occasion d'exploiter ses paramètres existants pour dresser un portrait plus intégré de sa réputation en matière de durabilité et de qualité, de la ferme à la vente au détail.

Le rapport intitulé « Analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire – Feuille de route » vise à combler cette lacune et présente un plan directeur destiné à créer un tel indice, une première au Canada.

L'indice serait composé d'indicateurs sélectionnés couvrant l'environnement, la santé et la salubrité des aliments, le bien-être et la viabilité économique. Son processus d'élaboration serait codirigé par des producteurs et des entreprises en collaboration avec des intervenants gouvernementaux et d'autres intervenants ne faisant pas partie de l'industrie. L'indice conviendra aux initiatives sectorielles d'analyse comparative et à la capacité de collecte de données statistiques du Canada. Il devra également reposer sur les engagements du Canada à l'égard de la durabilité et sur les exigences et les paramètres mondiaux.

L'analyse comparative du rendement permettrait de présenter les forces du secteur aux consommateurs, aux clients de la chaîne d'approvisionnement, aux organismes de réglementation et aux investisseurs. (L'empreinte écologique du secteur agricole du Canada est l'une des plus faibles au monde.) L'indice, validé à l'externe et s'appuyant sur des données scientifiques, devra également illustrer les points à améliorer ainsi que les lacunes. Le rapport souligne qu'il est urgent de dresser un portrait national et cohérent de la durabilité.

¹ Mise à jour le 1 février 2021

Le Canada risque d'être laissé de côté, exclu des marchés ou incapable de se démarquer alors que d'autres pays positionnent leurs systèmes alimentaires respectifs comme étant les plus durables ou ajouteront la production durable à leurs exigences commerciales. Bien que l'approche soit différente, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande ont mis au point des tableaux de bord liés à la durabilité pour leur secteur agroalimentaire tributaire des exportations. Selon sa vision de la durabilité alimentaire, la Commission européenne propose de resserrer les règles d'accès aux marchés et s'engage à faire preuve de *diplomatie verte* afin d'exercer une influence sur le commerce mondial. Les producteurs américains ont annoncé une stratégie de développement durable visant l'atteinte d'un bilan de carbone positif d'ici 2035. Pendant ce temps, on renforce les exigences en matière de divulgation pour tous. Les investisseurs du monde entier s'attendent à ce que les entreprises (et leur chaîne d'approvisionnement) divulguent entièrement les risques climatiques, environnementaux et sociaux et qu'elles expliquent comment ces renseignements créent des occasions d'affaires.

« Il est urgent de se mettre au diapason et d'illustrer la réputation de chef de file du Canada en matière d'agroalimentaire, explique David McInnes, coordonnateur de la coalition. Un indice de durabilité est désormais essentiel afin d'inspirer confiance en ce qui a trait à la façon dont les aliments canadiens sont produits et fournis, et de stimuler la compétitivité. Un ensemble plus pertinent de paramètres de mesure du rendement est nécessaire pour assurer l'accès aux marchés, valider les allégations liées aux aliments et éclairer les choix stratégiques. »

Des études de cas ont permis d'évaluer la pertinence des paramètres actuels et des questions stratégiques connexes concernant les gaz à effet de serre ou la séquestration du carbone ainsi que la biodiversité. Ces études ont révélé que le Canada perd de la valeur lorsqu'il doit présenter son bilan en matière de durabilité. De meilleurs paramètres peuvent témoigner, par exemple, des progrès réalisés dans les exploitations agricoles pour réduire davantage les émissions et séquestrer le carbone dans les sols agricoles. Il serait possible de réduire davantage les émissions de carbone en offrant des incitatifs financiers aux producteurs et en accélérant la recherche sur les sols et l'adoption d'innovations. On pourrait ainsi engendrer des avantages généraux, notamment en aidant les producteurs à compenser la taxe sur le carbone, en contribuant aux engagements pris par le Canada à Paris et en atteignant les cibles d'émissions des entreprises alimentaires.

Une nouvelle coalition d'organisations (dont un certain nombre figure dans la liste ci-dessous) entame déjà la prochaine phase des travaux. Grâce à la collaboration avec un plus grand nombre d'intervenants et au perfectionnement du concept d'indice selon les besoins, l'élaboration de l'indice de référence devrait commencer plus tard en 2021. Un webinaire sur les conclusions du rapport devrait avoir lieu le 2 février (veuillez communiquer avec la personne-ressource pour obtenir des précisions).

À propos du projet : En 2020, une coalition de partenaires a mené des recherches et tenu des discussions nationales entre plusieurs intervenants afin d'élaborer un indice de référence validé composé d'indicateurs environnementaux, entre autres, qui servira à l'échelle du système alimentaire pour favoriser la compétitivité du secteur, démontrer les avantages sociétaux et améliorer les politiques.

Partenaires : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Arrell Food Institute (Université de Guelph), Bayer Crop Science, Fédération canadienne de l'agriculture, Association canadienne de la distribution de fruits et légumes, Fédération canadienne de la faune, les Producteurs de poulet du Canada, Entreprise Machine Intelligence & Learning Initiative, Environnement et Changement climatique Canada, Fertilisants Canada, Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada, Global Institute for Food Security, Les Compagnies Loblaw limitée, Les Aliments Maple Leaf Inc., Conseil national de recherches, Protein Industries Canada, Pulse Canada, Conseil canadien des normes, Statistique Canada, Syngenta, TrustBIX Inc.

Personne-ressource : David McInnes, coordonnateur, projet d'analyse comparative du leadership du Canada en matière de durabilité agroalimentaire : daviddmcinnes@gmail.com